

Les personnels de la santé comme les usagers et usagères payent au prix fort les politiques d'austérité imposées aux hôpitaux. Nous sommes toutes et tous concerné-es !

Contre l'hôstérité dans les hostos, coordonnons et amplifions nos luttes !



L'accroissement de l'austérité, année après année !

Intensification et dégradation des conditions de travail et de soins, restructurations, fermetures de lits, fermetures de services, précarité de l'emploi, salaires bloqués, remise en cause des acquis et des jours RTT sont monnaie courante.

Avec le Pacte de responsabilité et les dizaines de milliards d'euros offerts au patronat, la loi Santé de Touraine et la mise en place des GHT (Groupements Hospitaliers de Territoire), les instructions données aux ARS (Agences Régionales de Santé) d'économiser 3 milliards d'euros dans les établissements de santé jusqu'en 2017 (cela représente 22 000 postes en moins!), le démantèlement du service public hospitalier s'accélère. Les conséquences seront terribles pour les salarié-es et les usager-ères.

Le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS), qui entrera en discussion cet automne aggravera encore cette purge austéritaire. L'ONDAM 2016 (l'Objectif National de Dépenses de l'Assurance Maladie) prévoit une progression des dépenses de 1,75 %, donc bien en deçà des besoins, puisqu'une simple reconduction des moyens nécessiterait un ONDAM à 3 %.

Cet été, plusieurs services d'urgences et de SMUR ont fermé leurs portes totalement ou en partie : Valognes, Firminy, Dreux, Mantes la Jolie,... Dourdan, Privas ont vu leur maternité et centre IVG fermés.

Aujourd'hui, ce sont 67 services d'urgences et SMUR qui sont dans le collimateur et menacés de disparition. Tout le territoire est concerné.

Les hospitalier-es attaqué-es résistent et se mobilisent pour leurs acquis et leurs droits. Toutes et tous solidaires !

Les luttes se sont multipliées ces derniers mois : à Toulouse, Rennes, Caen, Uzès, Morlaix, Lorient, Douarnenez, Sarlat, Angers, Saumur...

Les salarié-es de l'AP/HP sont descendu-es 4 fois massivement dans la rue au printemps, rejoints par d'autres hospitalier-es, pour contrer la remise en cause de leurs jours RTT obligeant le Directeur Général M.Hirsch, à repousser après l'été la tentative de mise en place de son «mauvais plan». Ils et elles « y retournent » avec des AG le 10 septembre et une nouvelle journée d'action le 17 septembre. Leur combat est le notre et leur victoire sera la notre.



L'attaque contre les jours RTT qu'ils et elles subissent, est un dernier test avant de la généraliser à l'ensemble des hôpitaux.



Union syndicale
Solidaires



Fédération nationale

SUD Santé Sociaux
Solidaires-Unitaires-Démocratiques

70, rue Philippe de Girard
75018 PARIS

Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67

www.sudsantesociaux.org
contact@sudsantesociaux.org
Tweet: sudsantesociaux

Paris, le 7/09/2015

Dans le même temps, les Communautés et Groupements Hospitaliers de Territoire vont bon train, comme en psychiatrie d'Ile de France.

Là aussi la mobilisation s'organise, parce que les conséquences seront dramatiques pour les patient-es et les personnels: abandon de la politique de secteur, délocalisations, fusions et fermetures de services, licenciements des agents non titulaires, etc...



**C'est une véritable déclaration
de guerre sociale
aux personnels des hôpitaux !**

**Nous sommes toutes et tous
concerné-es de la même façon.**

**Nous devons riposter
toutes et tous ensemble.**

**Si nous voulons gagner et stopper
les attaques, défendons-nous
comme nos collègues de l'AP-HP,
d'Uzès, de Caen et d'ailleurs,
coordonnons nos luttes sur tout le territoire.**

C'est décisif !

Une première date de mobilisation interprofessionnelle est posée en cette rentrée.

Le 8 octobre, journée nationale interprofessionnelle d'actions et de grèves appelée à ce jour par l'Union Syndicale Solidaires, la FSU, la CGT, l'UNEF et l'UNL.

Mots d'ordres principaux :

- une forte augmentation des salaires, des pensions et des minimas sociaux,
- la pérennité et l'amélioration de la protection sociale, des services publics, des retraites complémentaires, ...

Toutes et tous mobilisé-es le 8 octobre pour exiger :

- 400 euros d'augmentation des salaires pour toutes et tous immédiatement, pas de salaire inférieur à 1700 euros nets.
- L'arrêt des fermetures de lits, de services et d'établissements.
- Le maintien de tous les postes, la titularisation des contractuel-les et de nombreuses créations d'emplois pour répondre aux besoins de la population avec des conditions de travail décentes.
- Le maintien des jours RTT et la réduction du temps de travail (32 h hebdo en 4 jours, 30 h hebdo en 3 nuits).
- L'abandon de toutes les mesures d'économie qui asphyxient les établissements et les services et réduisent le « coût » du travail (suppression des échelons intermédiaires, ...).
- Le retrait du Pacte de responsabilité et du projet de loi Santé.